



Document spécial :

Les projets de tueries ciblées des « salafistes » tunisiens.

a- La vérité que les démocrates exposent à l'opinion mondiale

Zied El Heni, membre du bureau exécutif du Syndicat national des journalistes tunisiens et journaliste au quotidien *Essahafa al Youm*, indique que les photos de journalistes, de militants de gauche et de la société civile circulaient sur les réseaux sociaux tunisiens comme cibles à éliminer. Parmi eux, outre Belaïd, figurent Ahmed Néjib Chebbi (personnalité du Parti républicain), Taoufik Ben Brik (journaliste et écrivain), Habib Kazdaghli (doyen de la faculté des lettres de La Manouba), Nabil Karoui (patron de Nessma), Sami Fehri (directeur d' Ettounsiya TV), Olfa Riahi (blogueuse ayant révélé une affaire de corruption touchant Rafik Abdessalem) et Houcine Abassi, secrétaire général de l'UGTT, menacé de mort début février 2013 au cas où l'organisation syndicale appellerait à la grève générale suite au meurtre de Chokri Belaïd.

b- A propos des auteurs de Chokri Belaïd

Concernant les auteurs de l'attentat, El Heni assure sur Nessma à la mi-février 2013, sur la foi de renseignements provenant d'une source liée aux forces de sécurité tunisiennes, qu'il connaît au moins un des commanditaires de l'assassinat, citant nommément Mehdi Zouari, directeur général des renseignements généraux, nommé à ce poste par Habib Ellouze, l'un des dirigeants d'Ennahda²². Ainsi, Zouari aurait-il recruté « une vingtaine de jeunes qui ne figurent nulle part sur les bases de données du ministère de l'Intérieur [...] et qui suivent un entraînement quotidien en arts martiaux et en tir ».

Le 26 février, le ministre de l'Intérieur annonce que le meurtrier présumé est identifié alors que quatre complices, appartenant à un groupe religieux radical, sont arrêtés.

c- Analyse du climat d'insécurité

Plusieurs voix tunisiennes, dont l'ambassadeur en France Adel Fekih, une représentante des droits de l'homme et de façon générale la majorité des partis politiques attribuent la responsabilité politique de l'assassinat au gouvernement de la troïka, en raison de son laisser-faire face au climat de violence politique comme moyen de résolution des conflits, climat favorisé par Ennahda et la LPR.

Sur le plan politique, la situation est incertaine et qualifiée de critique, le chef du gouvernement confirmant son intention de former un gouvernement de technocrates sans consultation de l'Assemblée constituante, malgré le désaveu par son propre parti. Dans le même temps, son parti annonce se donner un à deux jours pour se livrer à des consultations avant de se prononcer. Après plusieurs jours de tractations, le chef du gouvernement finit par remettre sa démission ainsi que celle de son gouvernement à Moncef Marzouki le 19 février.